48e ANNÉE. — N° 16.726
DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX
AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.
LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	1 an
Gironde et limitrophes	8 50	16 f.	30 f.
France et Colonies...	9 »	17 f.	32 f.
Etranger.....	10 »	20 f.	40 f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro — LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE — Le numéro 10 c.

JEUDI 18 AVRIL 1918
SAINT PARFAIT
SOLEIL: lever 5 h. 15; couch. 6 h. 49
LUNE: P. Q. le 18; pleine le 26

LA FIN D'UN TRAITRE

Bolo a été fusillé ce matin

Paris, 17 avril. — Les révélations de Bolo, commencées le dimanche 7 avril pourant, et qui eurent pour résultat immédiat de suspendre les ordres donnés ce jour-là même par la justice militaire en vue de l'exécution, n'auront pas eu le résultat qu'en espérait le traître qui était par ce moyen d'échapper à la peine capitale. Bolo a expié : il a été fusillé ce matin, au polgone de Vincennes, en présence des autorités.

Après une dernière confrontation, le défenseur de Bolo avait été avisé que le dossier des enquêtes et des opérations déterminées par les déclarations de son client était définitivement clos et transmis au gouvernement militaire de Paris. Celui-ci donna ordre que la justice suivît son cours. Bolo reçut la visite de son frère et de l'aumônier de la prison; au même moment, un peu après six heures, un pli du gouvernement militaire parvenait au commandant Jullien, commissaire du gouvernement près le 3e conseil de guerre. C'était l'ordre d'exécuter Bolo le lendemain au lever du soleil.

SA DERNIÈRE NUIT

Bolo hier encore montrait la plus grande assurance. Il affirmait à ses gardiens d'un air important : « Je ne serai pas fusillé... A la dernière minute éclatera un événement imprévu. » Avait-il foi en son étoile ?... C'est possible. Mais il croyait également à la réussite d'un plan machiavélique conçu par lui dans sa prison. Bolo était à peu près certain qu'une banque espagnole interviendrait pour affirmer qu'il avait six millions. L'empereur Guillaume devait donner des instructions dans ce sens en pays neutre. Donc hier le traître se coucha très tranquillement.

LE RÉVEIL

A cinq heures du matin, le commandant Jullien, accompagné du directeur de la prison, pénètre dans sa cellule avec les officiers de la justice militaire. Bolo dort à poings fermés. Le commandant Jullien touche l'épaule de Bolo qui ouvre les yeux, et, dès l'instant, comprend. Il dit simplement :

« Je vous remercie; c'est ma délivrance. J'aime autant, après tout, que ce soit aujourd'hui. Je suis prêt. Je désire seulement me faire raser et que le coiffeur donne un dernier coup de fer à ma moustache. »

A l'aumônier, l'abbé Gespitz, qui l'approche, il déclare d'une voix tranquille :

« Oui, monsieur l'abbé, j'entendrai la messe aussitôt ma toilette terminée. »

Les désirs du condamné sont immédiatement satisfaits : le coiffeur de la prison entre et, rapidement, le rase et lui frise la moustache.

« Les pointes surtout, » murmure Bolo qui, aussitôt, se tournant vers le directeur de la prison, ajoute :

« — Je suppose qu'il n'y a pas d'inconvénient à ce que je sois ganté de blanc, monsieur ?

» — Nullement, répond le fonctionnaire. »

Bolo s'habille. Il prend un mouchoir de soie et fixant le docteur Socquet le met sur sa poitrine. Il a demandé au docteur de prendre après l'exécution ce mouchoir pour le remettre à sa femme. On lui apporte ses gants blancs, un pardessus de demi-saison, qu'il a également réclamé, et un chapeau melon. Précédé de l'aumônier, il se rend à la chapelle, où il entend la messe avec un profond recueillement.

« Merci ! » dit-il au prêtre, dès que celui-ci eut terminé.

A dater de cette minute, Bolo restera silencieux. Depuis quelques jours, un changement profond s'était produit chez Bolo. Il était devenu d'une piété extrême, s'entretenant journellement avec l'aumônier de la prison, l'abbé Gespitz, se confessant, communiant, montrant une grande résignation.

EN ROUTE POUR VINCENNES

L'ultime interrogatoire au greffe n'a pas lieu, Bolo ayant déclaré n'avoir plus rien à révéler ni à demander. Entre deux gendarmes il quitte la Santé, monte dans une puissante limousine du gouvernement militaire de Paris, suivie de plusieurs autres, où prennent place les magistrats.

A LA CAPONNIÈRE

Depuis une demi-heure déjà les dernières dispositions ont été prises. A cinq heures, alors qu'il fait encore nuit, à travers le polygone de Vincennes des soldats en armes se dirigent vers la Caponnière. C'est là qu'on fusille les traîtres. Au pied de la butte de la Maison-Blanche un homme enfonce un pieu dans la terre, le poteau auquel tout à l'heure Bolo sera attaché.

5 h. 15. — Le poteau est placé. Les troupes arrivent et forment les trois côtés d'un rectangle dont la butte est la quatrième face. Il y a là des artilleurs, des zouaves, des chasseurs à pied et des dragons en tenue de campagne. Dans le lointain on entend un sourd roulement. C'est le canon du front qui tonne.

5 h. 25. — Treize chasseurs à pied pénètrent à l'intérieur du carré. Ce sont des volontaires du 26e chasseurs; trois sous-officiers, trois caporaux, six soldats commandés par un adjudant. Le peloton se place devant le poteau et simule deux fois l'exécution avant de glisser une cartouche dans les fusils et de s'aligner perpendiculairement à dix mètres de la butte.

5 h. 30. — Un fourgon automobile arrive avec plusieurs médecins. Petit à petit le jour se lève. Les soldats du carré ne sont plus de simples ombres. On les distingue nettement. On voit aussi le poteau de chaque côté duquel pendent les bouts d'une grosse corde neuve.

5 h. 45. — Sept automobiles surgissent l'une derrière l'autre, amenant M. Roux, préfet de police; le général qui commande la place de Vincennes, le commandant Julien, commissaire du gouvernement; le capitaine Bouchardon et le lieutenant Jousselin qui instruisaient le procès du pacha et qui recueillirent ses dernières révélations ».

5 h. 50. — Un fourgon militaire attelé de trois chevaux vient s'arrêter sur la droite de la butte, apportant le cercueil, simple caisse oblongue en planches grossières. Le préfet de police s'adresse au commandant des troupes formant le carré : « Vous êtes prêts ? »

5 h. 57. — Garde à vous ! Les troupes présentent les armes, les trompettes sonnent; deux automobiles grises, qu'encadrent des dragons à cheval, s'arrêtent à l'extrémité du carré. De l'une descend le commandant d'armes qui, au donjon, a pris livraison du condamné. Un gendarme apparaît à la portière de l'autre et derrière lui Bolo.

Ses deux mains recouvertes des gants blancs que son frère apporta l'autre jour à la Santé, sont croisées sur sa poitrine, maintenues par les menottes, dont les deux gendarmes, qui n'ont pas quitté le condamné depuis la prison, tiennent les chaînes.

6 heures. — Encadré par les deux gendarmes, qui semblent le porter, tant ils sont près de lui, Bolo pénètre dans le carré. Il marche d'un pas d'automate; son visage est terreux : on dirait un masque de cire. Il regarde droit devant lui, la tête haute. Malgré son chapeau, dont les bords lui cachent les yeux, on sent qu'il se raidit pour faire bonne contenance. Il bluffe suivant son habitude, mais il ne prononce aucune parole. Déjà le capitaine Thibaut, greffier du troisième conseil de guerre, a commencé la lecture de l'arrêt lorsque le condamné passe devant lui.

AU POTEAU

6 h. 1. — Bolo est maintenant au pied du poteau, on lui enlève les menottes, et les deux gendarmes l'attachent, tandis qu'un sergent s'approche avec un mouchoir bleu dans les mains. Le pacha le regarde fixement, et sans prononcer un mot, lève ses deux mains toujours gantées et se découvre pour qu'on lui mette plus facilement le bandeau. D'une voix blanche il dit : « Inutile de serrer si fort ! » Le bruit strident de la sirène couvre les dernières paroles du greffier. Les assistants croient un instant à une alerte, alors qu'il s'agit tout simplement de la rentrée des ouvriers des établissements militaires.

6 h. 2. — Le greffier a fini de lire l'arrêt. Les soldats du peloton convergent aussitôt et se trouvent en face du condamné qui, les yeux bandés, les cheveux soulevés par la brise, se tient raide, son chapeau dans les mains, plaqué sur sa poitrine.

Le sabre de l'adjudant s'abaisse, et la décharge des douze lebels déchire l'air. Bolo s'écroule mort, le crâne emporté.

Il y a deux minutes qu'il est entré dans le carré. Un adjudant lui donne le coup de grâce.

6 h. 5. — Les médecins ont constaté le décès. L'aumônier de la Santé a pris sur la poitrine du mort le mouchoir de soie blanche que Bolo y avait étalé en s'habillant, et pour obéir au vœu suprême du condamné le prêtre emporte cette relique sanglante pour la remettre à la veuve.

Les trompettes sonnent à nouveau, et le défilé des troupes commence devant le poteau.

6 h. 10. — Les derniers soldats viennent de passer devant le cadavre du traître. Le fourgon funèbre s'approche, on en sort le cercueil dans lequel deux infirmiers allongent le corps de Bolo, que les balles ont atrocement défiguré.

6 h. 12. — Le cercueil, refermé, est hissé dans le fourgon qui, escorté par les dragons, part pour le cimetière de Vincennes.

C'est fini. Bolo a payé sa dette. Toute l'exécution n'a pas duré plus d'un quart d'heure !

Quelques instants après, au cimetière de Vincennes, les troupes du service d'ordre présentent les armes, les curieux se découvrent.

Le corps du supplicié a été réclamé par son frère, Mgr Bolo.

Quadruple condamnation à mort

Nantes, 17 avril. — Le conseil de guerre de la 11e région a condamné à la peine de mort pour assassinat d'un travailleur colonial, à Brest, les nommés : Mekersa, Mikkiben-Lakahar, âgés de trente-deux ans; Adouli-Laz et Saouchi-Koll, âgés de trente ans, eux-mêmes travailleurs coloniaux.

Trois Sénégalais condamnés

Montpellier, 17 avril. — Le conseil de guerre a condamné quatorze Sénégalais pour refus d'obéissance et rébellion : trois à la peine de mort, six à dix ans de travaux publics, deux à sept ans et trois à cinq ans de la même peine avec sursis.

Ce que sont les alarmistes
Vaniteux, peureux ou hystériques

Paris, 17 avril. — « Les alarmistes nés de la guerre sont nombreux, disait hier à l'Académie de médecine l'éminent aliéniste docteur Ch. Vallon. On peut les classer en trois groupes, suivant que leurs propos relèvent d'une intention criminelle, d'un travers de caractère ou d'un état pathologique. » Le premier groupe est composé de criminels justiciables des tribunaux. Dans le second groupe, M. Vallon distingue les « vaniteux », qui, par gloriole, dans le but de faire croire à de hautes relations, confient un peu à tout le monde de mauvaises nouvelles de la guerre, et les « pessimistes », qui tiennent des propos de nature à effrayer, parce que effrayés eux-mêmes.

Beaucoup de vaniteux sont des faibles d'esprit et nombre de pessimistes des malades : tuberculeux, dyspeptiques, etc. A côté d'eux, on peut ranger les « hystériques », auxquels la guerre fournit de nombreuses occasions d'exercer leur tendance au conte et à la fable.

Le docteur Vallon signale à ce sujet un exemple particulièrement suggestif : un ouvrier d'usine hypérémotif tenait à tout venant des propos alarmistes. Il est dénoncé, arrêté; on trouve chez lui des papiers sur lesquels sont écrits des récits de batailles, d'événements tragiques. La justice croit à des factums destinés à une propagande alarmiste : en réalité, il s'agissait des conceptions d'un cerveau malade jetées quotidiennement sur le papier; le malheureux tenait le journal de son délire !

L'abus de l'alcool, fauteur de crimes, ne pouvait manquer de faire sentir son action. Plusieurs des alarmistes que le docteur Vallon a eu à examiner étaient, en effet, des alcooliques, des ivrognes arrêtés sur la voie publique en train de vociférer des propos effrayants.

Méfions-nous des alarmistes, conclut M. Vallon. Les uns sont des malfaiteurs conscients, les autres des malades, surtout des malades du cerveau.

Un discours de M. Lansing

Washington, 16 avril. — M. Lansing, secrétaire d'Etat, au cours d'un discours prononcé ici hier, a dit :

« Les armées alliées sont maintenant partout côte à côte, formant une barrière d'airain que même la furie prussienne ne parvient pas à briser. Pour la cause de l'Amérique et pour la cause de toute l'humanité il faut que nous gagnions dans cette lutte contre celui qui prétend conquérir le monde.

» Le militarisme prussien défie tous les hommes libres de maintenir leur droit d'être des hommes libres. Ils ont fait appel à la force. Voilà pourquoi il faut leur résister par la force. L'Amérique, berceau de la liberté, fera sa part.

» Attendons l'avenir sans crainte, sachant que nous sommes côte à côte avec les grandes démocraties du monde qui ont tenu en échec les ambitions des gouvernants de l'Allemagne si longtemps et si vaillamment. Il vous faut maintenant continuer à combattre jusqu'à ce que les buts proclamés par le Président soient atteints.

» Nous devons gagner et nous gagnerons ! Il ne peut y avoir d'autre fin à cette guerre. »

AUTOUR DE LA DÉMISSION DE CZERNIN

Le Dossier Charles Ier

Paris, 17 avril. — Le dossier constitué autour des lettres de l'empereur Charles d'Autriche, dossier qui se trouve au ministère des affaires étrangères, et le dossier des relations entre le comte Armand et le comte Revertera, qui est conservé aux archives du deuxième bureau, au ministère de la guerre, ont été communiqués aujourd'hui par M. Clemenceau et M. Pichon, ministre des affaires étrangères, à la réunion extraordinaire des membres des trois commissions des affaires extérieures, de l'armée et de la marine de la Chambre.

Le dossier de l'empereur Charles Ier se compose, comme nous l'avons déjà indiqué, de pièces dont certaines sont relatives à des démarches du prince Sixte, beau-frère de l'empereur, antérieures à la lettre qu'il remit, le 31 mars 1917, au Président de la République, en présence de M. Jules Cambon. L'original de la lettre historique de l'empereur était au crayon. Après l'avoir communiqué au chef de l'Etat, le prince lui en donna la copie qui se trouve au ministère des affaires étrangères, accompagnée de la lettre d'envoi au Président de la République.

Le secret avait été demandé formellement, et il serait gardé encore aujourd'hui si le comte Czernin n'avait pas, sans raison aucune, fait les premières et mensongères divulgations. M. Ribot ne communiqua donc pas la nouvelle au gouvernement, mais en fit part, comme c'était son devoir, à nos alliés. Le piège, voulu ou non, était certes évident, l'empereur d'Autriche n'offrant que ce qu'il n'avait pas et ne faisant aucune allusion à ce qu'il possédait en propre et qui devait, logiquement, revenir à l'Italie.

M. Ribot estima, néanmoins, que nos alliés devaient être au courant d'une telle démarche. Il la fit connaître à M. Lloyd George et lut ensuite, comme nous l'avons dit hier, tout le dossier à M. Sonnino, ministre des affaires étrangères d'Italie, à l'entrevue de Saint-Jean-de-Maurienne, qui eut lieu au mois d'avril. Cette marque de loyauté de la France envers l'Italie fut très sensible à M. Sonnino.

Les trois ministres furent d'accord que la lettre n'offrait pas de bases possibles de discussion, et c'est ce qu'on fit savoir presque immédiatement au prince Sixte. Dans cette affaire, le beau-frère de l'empereur a vraiment montré des sentiments d'affection profonde pour la France.

L'affaire fut close par une déclaration de l'empereur Charles, que le prince Sixte apporta quelques semaines après; c'est la deuxième lettre.

Le dossier Armand-Revertera entre dans plus de détails. On se souvient que le commandant Armand avait été sollicité de causer parce que propriétaire d'un château en Suisse et parent du comte Revertera, diplomate autrichien. M. Painlevé était alors ministre de la guerre du cabinet Ribot.

L'incident des lettres de l'empereur Charles Ier était à peine clos, et cet incident avait été complètement ignoré de M. Painlevé, lorsque le chef du deuxième bureau de l'état-major — on sait que le deuxième bureau centralise les services de renseignements — vint le prévenir qu'un officier de son bureau, le commandant Armand, était l'objet de sollicitations pressantes en Suisse pour qu'il consentît à servir de lien entre le gouvernement français et une personnalité autrichienne, dont le nom était tenu secret, faisant valoir qu'il y aurait là un moyen non négligeable de se renseigner sur les sentiments réels de l'Autriche. M. Painlevé communiqua cette nouvelle à M. Ribot, qui répondit que d'autres sollicitations plus importantes avaient déjà été adressées aux alliés, et que l'affaire ne pouvait avoir aucune suite. Mais M. Painlevé, quelques jours après, et sur de nouvelles interventions du deuxième bureau, insista. Le président du conseil accepta le contact proposé au commandant Armand, « à condition que ce dernier n'eût aucune mission diplomatique et qu'il s'en tînt à son rôle d'agent d'informations ».

Il y eut une première rencontre dont le commandant Armand revint. Ce que demandait surtout l'Autriche, c'était que le gouvernement français lui envoyât un homme politique qui pût exposer le programme de la France. Cette dernière question ne fut pas examinée par le gouvernement français. Après une (censuré) les choses furent en quelque sorte abandonnées. L'Autriche essaya de les reprendre après la chute du ministère Painlevé et l'arrivée de M. Clemenceau au ministère de la guerre, d'ailleurs avec moins de succès encore. On sait ce qu'il advint.

Czernin aurait eu une vive explication avec Charles Ier

Zurich, 17 avril. — La démission de Czernin aurait été décidée après une conversation très vive que le ministre eut avec l'empereur.

Czernin général de brigade

Amsterdam, 16 avril. — Le comte Czernin a demandé à l'empereur Charles de lui donner un commandement sur le front italien.

L'ancien ministre des affaires étrangères avait été promu général major après la signature du traité de Brest-Litovek. Il commandera une brigade.

Agitation à Vienne

Berne, 17 avril. — A Vienne, la situation est très grave, et, en pleine rue, de violents discours sont prononcés, dans lesquels l'empereur est mis en cause.

Nouveau démenti du Vatican

Rome, 16 avril. — L' « Observatore Romano », répondant à certains journaux, dit qu'aucune suggestion directe ou indirecte n'a d'influence sur la Note pontificale d'août 1917. Il ajoute :

« Nous pouvons affirmer nettement qu'aucune lettre n'a été adressée au Saint-Siège. Ce démenti net et réitéré s'adresse aussi à ceux qui croient qu'en décembre 1916 l'empereur Charles et Guillaume II envoyèrent des dépêches au Saint-Siège formulant des propositions de paix sinon acceptables du moins discutables par l'Entente.

» Le pape n'a discuté avec aucun diplomate sa Note qui a été l'émanation directe et spontanée du Saint-Siège sans recevoir de suggestions de personne.

» La Note n'a pas été préventivement discutée avec qui que ce soit. Ce fut l'accomplissement naturel et spontané du devoir imposé au Saint-Siège par sa mission et qui lui fut conseillé aussi par l'examen attentif et impartial des différentes manifestations pacifiques dans les déclarations et discours politiques des hommes d'Etat des différents pays. »

Le baron Burian remplace Czernin

Bâle, 16 avril. — On mande de Vienne :

« L'empereur a nommé le baron Burian, ministre de la maison impériale et royale, ministre des affaires étrangères.

» Le baron Burian continuera à assurer la direction du ministère commun des finances. Le baron Burian avait déjà rempli les fonctions de ministre des affaires étrangères de janvier 1915 à décembre 1916, comme successeur du comte Berchtold.

» Le baron Burian est Hongrois. Il est né en 1851. Il servit dans les consulats à Bucarest, Sofia, Belgrade, Moscou, de 1875 à 1886. Il fut nommé ensuite ministre en Wurtemberg et en Grèce, et devint en 1903 ministre commun des finances, chargé de l'administration de la Bosnie. Il fut un des instigateurs de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Il abandonna ce poste en 1912 et devint ensuite ministre à la terre dans le cabinet Tisza.

» Il avait été nommé ministre commun des finances en décembre 1916 lorsque le comte Czernin prit les affaires étrangères. »

LA GRANDE BATAILLE

Violente ruée allemande entre Bailleul et Ypres

Nos troupes réussissent plusieurs coups de main en Champagne

Paris, 17 avril. — La bataille en Flandre continue dure et violente. Hindenburg et Ludendorff persistent dans leur méthode de brutalité agressive basée sur un tragique consentement au sacrifice. Quand les morts ne comptent plus et que les troupes se précipitent avec la même fureur dans la fournaise, pliées et courbées par une discipline de fer, des résultats sont toujours atteints.

Mais si l'ennemi regagne du terrain, il est contraint pour en prendre possession d'engager de nouvelles divisions qui se font abîmer par une défense tenace quoique réduite au minimum, se repliant sur ses réserves. A ce terrible jeu l'ennemi ne pourrait gagner la formidable partie engagée que par le succès foudroyant d'un coup d'audace; il l'a vainement tenté jusqu'ici. Il faut prévoir d'autres sanglants combats destinés sans doute à tourner les positions défensives de la cuvette d'Ypres et, tant que les Allemands conserveront l'initiative, attendons-nous à enregistrer encore quelques-uns de leurs succès partiels.

Pour l'instant, il semble de notre côté que nous continuions seulement à border d'hommes et de canons les sinuosités de la ligne de bataille. Il y a à cela, n'en doutons pas, de bonnes raisons. L'heure n'est pas venue, et Foch en est le maître.

Plus de 200 divisions allemandes sur le front occidental

Front britannique, 16 avril. — Le nombre des divisions allemandes présentées sur le front occidental dépasse aujourd'hui 200 et le nombre des divisions engagées 120.

Jamais dans aucune bataille, en aucun temps, pareille masse d'hommes ne fut employée.

Les deux tactiques qui s'opposent

Front britannique, 17 avril. — L'ennemi emploie une grande concentration d'hommes et de canons pour écraser l'armée britannique, tandis que Foch, en collaboration étroite avec Douglas Haig, vise non seulement à arrêter mais à battre l'ennemi. Les buts des généraux alliés sont donc de laisser les Allemands s'épuiser jusqu'à ce que nous ayons l'égalité ou la supériorité numérique.

Les renforts français n'ont pas encore donné

Front britannique, 17 avril. — On n'a pas encore entendu parler de la participation des réserves françaises à la bataille. Il est permis de supposer qu'elles sont arrivées dans les parages et qu'elles seront employées pour endiguer la ruée allemande finale.

Les pertes allemandes

Londres, 17 avril. — Après trois semaines d'offensive, dit le correspondant du « Daily Chronicle » au front britannique, environ un million et demi d'hommes ont été précipités dans la bataille, et 75 divisions ennemies ont été tellement désorganisées qu'elles ont dû être retirées pour se reconstituer. Il est donc probable que les pertes allemandes sont maintenant tout près d'un million.

Amsterdam, 16 avril. — D'après des nouvelles parvenues de la frontière belge, les Allemands auraient transformé en hôpitaux trois grands hôtels de Bruxelles. Le personnel et les clients eurent 24 heures pour partir.

Des mesures semblables ont été prises à Liège et à Anvers, ce qui semble bien prouver que le nombre des blessés allemands est beaucoup plus considérable qu'on ne s'y attendait.

Conférence au grand quartier général

Berne, 17 avril. — Le ministre des affaires étrangères, M. de Kuhlmann, qui se trouve depuis hier au grand quartier général, y prolonge son séjour. La conférence qui devait avoir lieu avec les présidents des groupes du Reichstag a été remise à une date indéterminée. Ces conférences, auxquelles prend part le haut commandement, ont pour objet la question économique et l'aplanissement des difficultés entre la Bulgarie et la Turquie.

Un sous-préfet tué

Hesdin, 17 avril. — M. Paul Hergott, sous-préfet de Sedan, détaché depuis quelques mois à Beaumetz-les-Loges, près d'Arras, pour la reconstitution des villages libérés du Pas-de-Calais, et chargé depuis peu de la direction du contrôle des évacuations du Pas-de-Calais, a été tué par un obus.

Communiqué anglais

Du 16 Avril (soir)

De durs combats ont eu lieu aujourd'hui sur le front METEREM-WYTSCHAETE.

Dès l'aube, l'ennemi a renouvelé aux abords de WYTSCHAETE et de SAINT-ELOI de puissantes attaques soutenues par un violent bombardement.

A la faveur de ce bombardement et protégés par le brouillard, les troupes allemandes ont pu s'approcher de nos positions et se sont emparées de ces localités après un combat acharné.

Ce matin également l'ennemi est parvenu à pénétrer dans le village de METEREM où l'on se bat actuellement.

Sur les autres parties de ce secteur, les attaques allemandes ont été repoussées.

Ce matin, l'ennemi a déclenché une forte attaque locale contre nos positions au sud d'ARRAS et en face de BOYELLES, où la lutte continue.

L'artillerie ennemie s'est montrée, aujourd'hui, plus active au sud d'ALBERT et aux environs du CANAL DE LA BASSÉE.

Des troupes d'infanterie allemande, en rassemblement près de LOCON, ont été dispersées sous nos feux.

De part et d'autre, l'artillerie s'est montrée plus active dans le secteur de PASSCHENDAELE.

Communiqués français

Du 16 Avril (23 heures)

Bombardements violents de part et d'autre dans la région de MONTDIDIER.

Aucune action d'infanterie.

Au BOIS LE PRÊTRE, l'ennemi a fait plusieurs tentatives que nos troupes ont repoussées après des engagements assez vifs.

Nos patrouilles ont fait des prisonniers vers REGNEVILLE et BADONVILLER.

Rien à signaler sur le reste du front.

Du 17 Avril (14 heures)

Sur le front DE LA SOMME ET DE L'OISE, assez grande activité des deux artilleries et rencontre de patrouilles.

Nous avons exécuté plusieurs coups de main dans les lignes ennemies, notamment au sud-ouest de la BUTTE-DU-MESNIL, dans la région DE TAHURE et au nord DE FLIRÉY. Nous avons fait un certain nombre de prisonniers.

Sur la rive droite DE LA MEUSE, une tentative ennemie à l'est DE SAMOGNEUX a échoué.

Nuit calme sur le reste du front.

Les Bochés sont entrés à Bailleul mais ils y ont mis le prix

Front britannique, 16 avril. — Bailleul est tombé. L'événement était attendu depuis trois jours, et c'est miracle qu'il ne se soit pas produit plus tôt. Voici comment les choses se sont passées :

N'ayant pas réussi le 13 à prendre la ville par une attaque frontale, von Arnim édifia immédiatement un plan d'encerclement de la position. Tout en exerçant une pression de front, il porte l'effort principal de ses troupes sur les flancs, d'une part, contre la ligne de défense Neuve-Eglise-Ravelsbeck, à droite; d'autre part, contre Meterem, à gauche.

On sait la longue série d'assauts dont Neuve-Eglise fut le théâtre. Finalement, le village restait aux Boches, dans la nuit du 14 au 15. Mais, entre cette position et Bailleul s'en dressait une autre au moins aussi solide, constituée par la crête de Ravelsbeck, dont la cote la plus élevée est de 70 mètres.

La division britannique, la même qui avait défendu Neuve-Eglise avec tant d'acharnement, se cramponnait à cette crête avec la consigne de tenir jusqu'à épuisement des hommes et des cartouches.

Le commandement savait que les Allemands avaient un besoin absolu de la position pour enlever Bailleul et il consentait à la lui laisser à la condition qu'il y mît le prix.

Von Arnim y mit le prix en effe, puisque, hier soir, trois divisions se lancèrent à l'assaut des restes de notre division. Ainsi qu'il avait été prévu, la position fut enlevée.

Bailleul était enveloppé par l'est. Or elle l'était déjà à l'ouest par la prise de Meterem faite le 15 au matin. Il ne restait plus qu'un étroit couloir vers le nord de la cité par lequel les troupes qui tenaient dans la ville reçurent l'ordre de se retirer. La ville, au surplus, était en proie à l'incendie, et les Boches n'ont dû y pénétrer cette nuit qu'avec des précautions.

L'objectif de l'ennemi demeure la conquête du haut terrain situé entre le mont Kemmel, le mont des Cats et Hazebrouck et, pour y parvenir, il vise toujours à s'emparer du couloir qui s'étend entre les monts Dipart et la forêt de Nieppe.

Les kaiserjaeger à Bailleul

Front britannique, 17 avril. — Les trois divisions ennemies qui ont pris part à l'attaque contre Bailleul étaient des divisions de montagne allemandes, dont le 11e bavarois et la 117e division.

La Guerre aérienne

Un avion allemand abattu dans l'Oise

Paris, 17 avril. — Un avion allemand, qui avait lancé des bombes dans la région, a été abattu entre Crèvecœur-le-Grand et Breteuil.

Le " Pfalz "

Paris, 17 avril. — Un nouvel avion allemand est apparu sur le front; c'est le « Pfalz-D-III », appareil de chasse. C'est un monoplace très petit, de moins de dix mètres d'envergure. Il rappelle l'albatros, mais ne semble pas doué d'une vitesse ascensionnelle considérable. Les débuts ne sont pas heureux, pas plus que n'ont été ceux du triplan Fokker. Deux d'entre eux ont déjà mordu la poussière. Le sous-lieutenant Hérisson — huit victoires — a abattu le premier pfalz; le second l'a été par le lieutenant américain Douglas Campbell.

Nos " as "

Paris, 17 avril. — Le lieutenant Fonck a descendu son 34e appareil allemand. Le sous-lieutenant Demeuldre a remporté sa 12e victoire, et le commandant Massenet de Marancourt a abattu son 6e avion.

Au conseil interallié de Versailles

Paris, 17 avril. — Le général français Belin, qui a été appelé à siéger au Conseil interallié de Versailles, en remplacement du général Weygand, a pris possession de son nouveau poste. Le général anglais Sackville-Wast, qui remplace de son côté le général Rawlinson, est attendu à bref délai.

Armée d'Orient

Les avant-postes bulgares chassés d'une dizaine de villages

LES TROUPES GRECQUES ont brillamment coopéré à l'opération

Salonique, 15 avril.

Au cours d'un large raid exécuté avec un plein succès sur la rive gauche de la Struma, entre ORMANLI et le LAC TAHINOS, les forces alliées ont chassé d'une dizaine de villages les avant-postes bulgares.

Les troupes helléniques ont brillamment pris part à cette opération à côté des troupes britanniques.

L'ennemi a subi des pertes sensibles. Nous avons fait des prisonniers.

Activité d'artillerie de part et d'autre de la CERNA.

Les aviations alliées ont exécuté plusieurs bombardements sur les établissements ennemis de la vallée du VARDAR et de la région de SERES.

EN ANGLETERRE

La Loi des Effectifs définitivement votée

M. Lloyd George répond aux critiques des Irlandais

Londres, 17 avril. — La Chambre des communes aborde la discussion en troisième lecture des articles de loi des effectifs.

Les leaders irlandais Carson et Dillon attaquent vivement le gouvernement et le somment de faire voter le home rule avant tout appel d'Irlandais sous les drapeaux.

M. Lloyd George intervient :

« C'est au Parlement impérial seul, dit-il, qu'il appartient de décider de la question de la défense nationale et de l'organisation de la marine et des armées. Si on exigeait le consentement préalable des Irlandais, il faudrait aussi exiger celui des Gallois et des Ecossais. Ces derniers reconnaissent au Parlement impérial le droit de lever des troupes pour défendre l'empire. »

Le premier ministre en vient à parler de la situation sur le front :

« Le général Plumer, dit-il, affirme que, malgré la grande inégalité des chances, il est plein de confiance; que si nous avons perdu du terrain, nous n'avons rien perdu d'essentiel. C'est l'opinion non seulement de nos généraux, mais du général Foch, lequel est également calme et plein d'une confiance absolue. Les Allemands veulent détruire l'armée britannique, car ils estiment que sa destruction suffira à leur ouvrir le chemin de la victoire, mais ils n'y sont pas encore parvenus et leurs pertes sont supérieures aux nôtres. L'armée française est intacte, l'armée américaine arrive en masse.

» Si nous nous faisons des concessions mutuelles, si à travers les alternatives d'espoir et de découragement nous résistons solidement sans nous laisser aller à la crainte et à la panique, si tous les partis de la Grande-Bretagne et de l'Irlande font bloc, si les Irlandais d'Irlande embrigadés avec les Anglais combattent avec les millions d'Irlandais arrivant des Etats-Unis, notre victoire est certaine. » (Tonnerre d'applaudissements.)

301 VOIX CONTRE 103

Après une courte discussion des amendements secondaires, la loi des effectifs est votée en troisième lecture par 301 voix contre 103.

Le bombardement de Paris

Les Allemands continuent d'exagérer

Paris, 17 avril. — Les radios allemands destinés aux neutres contiennent ces renseignements fantaisistes sur Paris :

« Les informations suisses confirment que la population s'enfuit beaucoup moins par crainte des Allemands que de la populace française. Paris pullule de déserteurs et de gens interlopes qui attendent l'heure du pillage. »

Le bombardement de mardi

Paris, 17 avril. — Le canon qui bombarde la région parisienne a fait hier de nombreuses victimes. L'un de ses projectiles a fait huit morts : 1 homme et 7 femmes, et 28 blessés. L'éclatement du projectile pulvérisa tous les carreaux et arracha de gros pavés.

Médecins, pompiers et ambulanciers rivalisant de zèle, trente-cinq minutes après l'éclatement du projectile tous les blessés étaient dans les hôpitaux. Le Président de la République, le président du Conseil municipal et le préfet de police se sont rendus sur place, où ils ont félicité les sauveteurs, puis ils sont allés visiter les blessés dans les hôpitaux. Une blessée nous a déclaré : « J'ai entendu un fracas effroyable, puis des cris; j'ai reçu des morceaux de vitres sur la tête; je me suis levée et me suis sauvée. Ne me demandez pas ni par où ni comment je suis sortie, je n'en sais rien moi-même. Je me suis retrouvée dans la rue, assez fortement contusionnée sur tout le corps; c'est tout ce que je puis vous dire. »

Ailleurs, un obus est tombé dans un chantier de bois. L'engin a coupé un arbre en son milieu. Un obus a creusé un entonnoir dans un champ. Un autre est tombé sur un toit vitré qu'il réduisit en miettes, puis, venant éclater au milieu de la vaste salle, l'engin a fait plusieurs victimes. On compte 3 tués et 22 blessés, dont plusieurs très grièvement. Un autre a frappé en plein sur une péniche qui naviguait, la coupant en deux. Les mariniers se jetèrent à l'eau et en furent quittes pour un bain forcé. Par un hasard providentiel, il n'y eut aucune victime.

Voici la liste des morts de cette journée identifiés : Mmes Hélix, 43 ans; Chamerois, Lessenfant, Moreau, Gabrielle Dufau, 23 ans; Joséphine Pina, née à Canzo (Italie), 23 ans; M. Casimir Boulet, né à Dijon, 35 ans.

Les blessés sont : Mmes Aline Delville, 28 ans; Chatillon, 61 ans; Gram Uche, Elise Forestier, 45 ans; Lucie Labarre, 26 ans; Angèle Fournier, Marie Coignard, Hélène Michaud, Jeanne Darif, Octavie Esselinc, Juliette Chevallier, Maud Schneider, Juliette Danger, Léonie Perrière, 49 ans; Mmes veuve Maris, Alice Mangues, Louise Guyet, Eugénie Hosselet, Armandine Poupelard, Magnien, Louise Blondel, Louise Perlus; Mmes Landre, 37 ans; Cécile Gilles, 66 ans; MM. Adrien Dayard, 57 ans; Germain Placet, 13 ans; Maurice Greusin, 31 ans; Ernest Mouton, 55 ans; Mathias Broblon, 39 ans; Léon Laudry, 40 ans, et 3 femmes inconnues dont l'état est grave.

Méfiez-vous !

Paris, 17 avril. — Depuis deux ou trois jours, des rumeurs, aussi imbéciles que coupables, sont mises en circulation dans Paris — par qui ? il importerait de le savoir — à propos de l'intensité que devait prendre le bombardement par canon. On doit se garder d'accorder la moindre créance à ces étranges racontars qui n'ont d'autre but que de chercher à démoraliser la population, et il convient de sévir contre ceux qui les propagent. N'a-t-on pas raconté, lundi soir dans certains arrondissements de la périphérie, que des gothas venaient au cours de l'après-midi de survoler l'un des quartiers quelque peu éprouvés par les récents raids et les tirs de la grosse bertha et d'y faire de nouvelles victimes ? Naturellement il n'y avait pas un mot de vrai.

Le mauvais temps dans le Midi

Toulouse, 17 avril. — A la suite des pluies qui tombent depuis trois jours, la Garonne et tous ses affluents subissent une assez forte crue.

Prades, 16 avril. — Hier matin, la neige est encore tombée dans les hautes régions de l'arrondissement. La chaîne du Canigou en est recouverte.

La température s'est considérablement refroidie.

Avis à nos Abonnés

Nous prions nos abonnés, lorsqu'ils renouvellent leur abonnement, de vouloir bien joindre à leur lettre une bande du journal. Ils pourront ainsi éviter certains retards.

REVUE DE LA PRESSE

LA MANŒUVRE ALLEMANDE EN FLANDRE

Paris, 17 avril. — La position de l'ennemi n'est pas sensiblement améliorée en Flandre aussi longtemps que nos alliés se maintiennent autour d'Ypres, écrit Jean Villars *(Excelsior)* :

Et la preuve en est que les Allemands semblent décidés à étendre leur offensive vers ce secteur.

Depuis le début de la bataille,

DÉPÊCHES DE LA NUIT DERNIÈRE

La Destruction des Chantiers de Friedrichshafen

C'est un Exploit des Avions alliés

Genève, 16 avril. — De renseignements certains au sujet de l'incendie de Friedrichshafen et de la destruction des chantiers de gothas et de zeppelins, il résulte que celui-ci a bien été occasionné par un bombardement des avions alliés.

Le roi de Wurtemberg sur les lieux

Zurich, 17 avril. — Le roi de Wurtemberg est parti pour Friedrichshafen.

Le bombardement de Paris

IL A CONTINUÉ MARDI

13 morts et 45 blessés

Paris, 16 avril (officiel). — **Le canon à longue portée a continué à tirer sur la région parisienne dans la journée du 16 avril. Il y a 13 morts et 45 blessés.**

Les victimes du canon lundi

Paris, 16 avril. — Les victimes du bombardement de cette nuit sont : une dame Hélix, âgée de quarante-trois ans, tuée dans son lit; dans le même immeuble, les époux Bourguignol ont été blessés.

Un wagon rempli d'ordures brisé, un fourgon à charbon coupé en deux, et une canalisation électrique abîmée : tel est le reste du « tableau de Bertha ».

Les hôpitaux bombardés

Paris, 16 avril. — Le directeur de l'Assistance publique a reçu le télégramme suivant :

« Le conseil général d'administration et le personnel des hospices civils de Lyon, profondément émus par les événements cruels auxquels font face avec un si complet dévouement l'administration de l'Assistance publique et son personnel, leur envoient l'expression de leur profonde sympathie patriotique.

» Th. DUDUICH. »

Il a répondu en ces termes :

« L'Assistance publique de Paris et son personnel, très touchés de la sympathie que vous leur exprimez, vous adressent l'expression de leur fraternelle reconnaissance et de leur inébranlable et patriotique confiance.

» G. MESUREUR. »

L'envoi des enfants de Paris à la campagne

Paris, 16 avril. — Le bureau du Conseil municipal a été reçu par M. Claveille, ministre des travaux publics, au sujet des facilités de transport à accorder en vue de l'envoi des enfants à la campagne.

M. Claveille a déclaré que des wagons seraient mis à la disposition des œuvres de bienfaisance à assurer le voyage à plusieurs milliers d'enfants.

Les Compagnies accorderont le demi-tarif. Il n'y aura donc qu'à décider à qui incombera la charge de la gratuité complète du voyage. La question sera tranchée par les soins du ministre de l'intérieur.

La démission du comte Czernin

Une manifestation des Allemands d'Autriche

Bâle, 16 avril. — On mande officieusement de Vienne 15 avril :

« Le comité de l'Association des partis nationaux allemands a adopté, à l'unanimité, une résolution où il exprime, au nom du peuple allemand d'Autriche tout entier, ses profonds regrets de la démission du ministre des affaires étrangères Czernin, où il remercie le comte Czernin des services qu'il a rendus à la monarchie en s'efforçant de fortifier et de resserrer l'alliance avec l'Allemagne et d'amener une paix. Il déclare qu'en aucun cas la direction de notre politique étrangère, qui doit rester dans les limites strictes de la responsabilité constitutionnelle et qui est soutenue par la forte volonté de tous les éléments loyalistes dans les deux parties de la monarchie, ne saurait être modifiée, même légèrement. »

Le service obligatoire en Irlande

UNE DEMARCHE DES MINISTRES TRAVAILLISTES AUPRES DE M. LLOYD GEORGE

Londres, 16 avril. — Les ministres travaillistes ont eu, hier soir, une entrevue, à la Chambre des communes, avec M. Lloyd George, sur la question du « Home rule » et sur l'application du service obligatoire à l'Irlande. Les ministres ont insisté fortement pour qu'un gouvernement autonome soit accordé à l'Irlande avant que le service militaire obligatoire, auquel ils ne sont pas opposés en principe, soit appliqué à ce pays.

On croit savoir que l'entrevue entre les ministres travaillistes et M. Lloyd George a donné des résultats satisfaisants. Il n'y a aucune crise.

M. Baker est rentré aux Etats-Unis

New-York, 15 avril. — M. Baker, ministre de la guerre, est arrivé dans un port de l'Atlantique.

Un espion fusillé

Toulouse, 16 avril. — L'espion Espaulella, condamné à mort par le conseil de guerre de Montpellier, peine qui a été confirmée par le conseil de guerre de Toulouse, devant lequel il avait été renvoyé par la cour d'appel de Bordeaux, a été fusillé ce matin.

L'AFFAIRE Tremblez - Suzy - Depsy

LES NOUVEAUX INCULPÉS

Les deux nouveaux inculpés ont été écroués à la Santé, après avoir subi l'interrogatoire d'identité. Ce sont un négociant parisien, M. Pillet, et un expert comptable près le tribunal de première instance de la Seine, M. Léon Leauteye. Le négociant ne serait guère qu'un comparse; l'expert, au contraire, serait particulièrement compromis, si l'on en croit la rumeur, d'après laquelle une perquisition opérée chez lui et dans ses bureaux aurait fourni la preuve décisive qu'il faisait du commerce avec l'ennemi, et était en relations avec Rosenberg et Bettelheim.

En Portugal

TOUTE LA GARNISON DE LISBONNE DEMANDE A ALLER AU FRONT

Lisbonne, 16 avril. — Tous les officiers et sous-officiers de la garnison de Lisbonne ont adressé au ministre de la guerre, par l'intermédiaire du général commandant la place, une pétition par laquelle ils expriment leur désir d'être envoyés au front.

Le ministre de l'intérieur et les officiers de la maison du Président de la République ont fait connaître le même désir.

LA GRANDE BATAILLE

L'ennemi semble avoir renoncé à atteindre les mines

Front britannique, 16 avril. — Les événements des dernières vingt-quatre heures ne justifient pas un changement de l'opinion suivant laquelle l'avance allemande s'est définitivement arrêtée. Se rendant probablement compte de l'inutilité qu'il y a d'essayer de pousser plus avant vers l'ouest sur le front principal et du grand danger qu'il y aurait dans le saillant ainsi obtenu, l'ennemi semble avoir abandonné tout espoir d'atteindre Aire ou les charbonnages de Béthune ou de Bruay.

Les deux premiers jours, les Allemands semblent s'être contentés d'attaquer avec des troupes amenées dans ce but en ligne ou en réserve immédiatement à l'arrière. Mais depuis le 11 avril, l'ennemi a dépêché de nouvelles divisions d'autres régions. Parmi les nouvelles troupes arrivées en dernier lieu se trouve le fameux corps alpin.

Communiqué anglais

Du 16 Avril (après-midi)

Hier soir, après un intense bombardement, l'ennemi a déclenché une très puissante attaque contre nos positions entre BAILLEUL et NEUVE-EGLISE.

L'assaut a été donné par trois divisions d'élite qui n'avaient point été encore engagées dans la bataille. Elles réussirent, après une lutte acharnée et sans merci, à enlever les hauteurs au sud-est et à l'est de BAILLEUL, le MONT DE LILLE et le PAVELSBERG.

Nos troupes se sont repliées sur de nouvelles positions au nord de BAILLEUL et de BULVORGHEM. BAILLEUL est tombé entre les mains de l'ennemi.

Ce matin, une attaque allemande se dessine près de WYTSCHAETE.

De bonne heure ce matin, l'ennemi, couvert par un tir violent d'artillerie et de mortiers de tranchées, tenta de progresser à l'ouest de VIEUX-BERQUIN; mais il fut repoussé.

Nous avons fait un certain nombre de prisonniers au cours d'opérations de détail, exécutées avec succès pendant la nuit, au sud-est de ROBECQ.

Sur le reste du front britannique, rien d'intéressant à signaler.

Dix chalutiers allemands coulés par les Anglais

Londres, 16 avril (officiel). — **L'amirauté annonce qu'au cours d'une reconnaissance effectuée le 15 avril dans le CATTEGAT, dix chalutiers allemands ont été coulés par les canons. Les équipages ont été sauvés par les navires anglais.**

Les Anglais n'ont subi aucune perte.

Communiqué italien

Rome, 16 avril (officiel).

Tirs de harcèlement, plus fréquents dans le VAL LAGARINA, et quelque activité combative locale, provoquée par nos patrouilles, dans la région de l'ADAMELLO et dans la vallée de la BRENTA.

Calme sur le reste du front.

Le problème de la viande

Va-t-on recourir à la réquisition ?

Paris, 16 avril. — Le ministre de l'agriculture et du ravitaillement a entretenu le conseil des ministres du problème de la viande et lui a exposé les mesures qu'il comptait prendre. Comme cela se produit tous les ans pendant la période de soudure entre l'engraissement des animaux à l'étable et l'engraissement des animaux à l'herbage les offres de bétail ont considérablement diminué.

D'autre part, nos importations de viande étrangère ((viande congelée et viande de conserve) sont notablement réduites.

Notre ravitaillement militaire doit même subvenir en partie à la consommation en viande de l'armée américaine, et les achats faits librement sur nos marchés pour les corps de troupes alliées stationnés à l'intérieur ont fortement contribué à la disparition des animaux de premier choix et à la hausse des prix.

A l'heure où nos soldats sont soumis à de si rudes épreuves et font si héroïquement leur devoir, il serait inadmissible que le plus grand effort ne fut pas fait pour leur assurer chaque jour la ration réglementaire. Or, un trop grand nombre d'éleveurs cherchent à l'heure actuelle à soustraire leur bétail, surtout les animaux de qualité inférieure.

Le gouvernement a fait tous les sacrifices pour élever sans cesse les prix de la réquisition sans obtenir un résultat désiré. Si les éleveurs et les commerçants ne répondaient pas à sa bonne volonté par une bonne volonté égale et continuaient à surenchérir, il n'hésiterait pas à décréter la réquisition générale du bétail et, dès maintenant, cette mesure a été mise à l'étude.

En attendant qu'elle puisse être appliquée s'il se manifestait une résistance à la fourniture aux armées du bétail nécessaire, l'interdiction d'expédition du bétail serait prononcée dans les départements réfractaires.

D'autres mesures sont également envisagées. Elles visent, notamment, le contrôle des opérations de vente du bétail et de la viande sur les différents marchés et les abattoirs, la réglementation ou la suppression des parcs de bétail clandestins, l'interdiction des réexpéditions non justifiées du bétail amené sur les marchés, l'institution de jours sans viande pendant certaines périodes.

A Paris une expérience limitée va être faite dans le plus bref délai de la fourniture de la viande par les soins de l'administration à des boucheries municipales coopératives ou contrôlées vendant à des prix tarifés.

Si les prix pratiqués par ces boucheries témoins restaient sans influence sur le cours, le gouvernement serait sans doute contraint à recourir à la taxation de la viande.

Aurons-nous la semaine sans viande ?

Paris, 16 avril. — M. Boret, complétant ses déclarations sur la question de la viande, a déclaré :

« D'autre part, une nouvelle mesure dont l'urgence ne se fait pas encore sentir est envisagée, celle d'imposer une semaine sans viande par mois. Il en faudrait toutefois pas s'effrayer de cette mesure, qui n'est prévue que pour les deux mois qui nous séparent de celui de juillet et n'implique nullement la suppression de la viande pendant la semaine. »

En fait, elle consisterait à interdire la vente de toute viande pendant deux jours d'une semaine et à n'autoriser seulement que l'achat de la viande chevaline pendant les cinq autres jours de la même semaine, à l'exclusion de toute autre viande de boucherie.

Ce projet est toutefois subordonné aux actuelles ressources chevalines de notre pays, fortement mis à contribution par les besoins actuels du front.

Le ministre de l'agriculture aurait alors le contrôle du cheptel chevalin qui serait divisé en deux catégories :

1° Les chevaux malades ou blessés susceptibles d'être guéris et renvoyés aux cultivateurs pour les travaux des champs.

2° Les chevaux inguérissables qui seront alors répartis dans les différents centres et abattus pour la consommation de la population.

La vente de la saccharine

Paris, 17 avril. — L'« Officiel » publie ce matin un décret fixant le prix et réglementant la vente de la saccharine soit en comprimés soit en dissolution.

AU SÉNAT

Paris, 16 avril. — Le Sénat adopte tout d'abord une proposition relative à l'attribution d'allocations temporaires annuelles aux bénéficiaires des retraites sur la caisse des invalides de la marine.

Est également adopté le projet approuvant la convention du 30 novembre 1917 entre le ministre de la guerre et les grands réseaux de chemins de fer relative aux dépenses d'achat de matériel roulant.

Adoptée de même la proposition relative au logement des réfugiés et rapatriés des régions envahies.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Prochaine séance jeudi.

La rentrée du Reichstag

Bâle, 16 avril. — On mande de Berlin : Le Reichstag a repris ses séances aujourd'hui. Il a discuté notamment l'interpellation concernant le cas des usines Daimler.

BORDEAUX

1

Il y a un an

18 AVRIL 1917

Entre Soissons et Auberive, les troupes françaises ont énergiquement poursuivi leur action. Au nord-est de Soissons, elles se sont emparées d'Ostel, Braye-en-Laonnais, Vailly-sur-Aisne, Chavonne et Chivy. Au sud de Laffaux, elles ont pris Nanteuil-la-Fosse et, à l'est de Craonne, La Ville-au-Bois. En trois jours, elles ont fait 17,000 prisonniers et capturé plus de 80 canons.

De son côté, l'armée britannique poursuivant son offensive, a pris Villers-Guislain, dans l'arrondissement de Cambrai.

Le Parlement anglais vote une Adresse de félicitations aux Etats-Unis à l'occasion de leur entrée en guerre.

A propos de la suroffre du lait

LA BRIGADE MOBILE A PROCÉDÉ A SIX ARRESTATIONS

De nombreux ramasseurs de lait, opérant dans l'arrondissement de Bordeaux et dans la banlieue pour le compte de commerçants qui habitent Bordeaux et dans la région, se sont vus dans la nécessité de prévenir les propriétaires que le lait serait payé désormais à raison de 0 fr. 40 à 0 fr. 50 le litre, au lieu de 0 fr. 30 qui était le cours du jour.

Naturellement, cette hausse mit le désarroi chez les propriétaires et les intermédiaires.

M. le procureur de la République, informé de ces agissements, fi appeler M. Hébert, chef divisionnaire à la brigade mobile, pour qu'il procédât à une enquête.

MM. Quérillac et David, commissaire de police, furent chargés de rechercher les auteurs responsables; le résultat fut probant, car déjà quatre de ces spéculateurs ont été arrêtés et écroués sous l'inculpation de suroffres tendant à fausser le cours normal du lait.

L'enquête se poursuit activement, et les délinquants seront aussitôt déférés au parquet.

Nous ne saurions trop attirer l'attention sur cette salutaire et énergique mesure.

Les enquêtes de MM. Quérillac et David ont établi que le cours du lait acheté chez le producteur était depuis longtemps de 0 fr. 20 à 0 fr. 25 le litre; le 1er mars, sur demande des producteurs, il fut élevé à 0 fr. 30. Vers le 25 mars, certains ramasseurs prévinrent leurs clients que désormais ils leur paieraient le litre à raison de 0 fr. 40.

Pour ne pas perdre leur clientèle de producteurs, les ramasseurs se virent contraints, ainsi que tous leurs confrères, de payer le lait au cours de 0 fr. 40. Six spéculateurs sont actuellement écroués; d'autres ne tarderont pas à les rejoindre.

Lycée de Bordeaux

Le « Journal officiel » publie les noms des candidats reçus à l'Ecole navale. Nous y relevons que les six admissibles du lycée de Bordeaux, dont cinq se présentaient pour la première fois, MM. Antras, Hébrard, Lamy, Lecreux, Martin (4e), Mestre, occupent des rangs fort honorables dans la première moitié de la liste d'admission.

Tous nos compliments aux élèves de notre lycée et à leurs excellents maîtres.

Citations à l'ordre

Est cité à l'ordre du régiment, le maître pointeur Comte, 2e batterie du 58e régiment d'artillerie : « Au front depuis le début de la campagne, s'est toujours fait remarquer par son entrain, son courage et sa bonne humeur. Au cours de l'attaque du 20 février 1918, a assuré de façon parfaite le pointage de sa pièce sous un violent bombardement de l'ennemi. »

M. Henri Comte est un ancien élève de l'école supérieure de notre ville. Sa famille habite 118, rue du Tondu.

— Est cité à l'ordre du... corps d'armée, M. Albert Chavoix, lieutenant au 9e zouaves : « Officier de valeur et de grande bravoure. Le 6 février 1918, sa compagnie étant attaquée sur tout son front, s'est porté immédiatement en première ligne. Par son attitude décidée et son intervention personnelle dans le combat, a donné un tel exemple à ses hommes que, malgré la violence du bombardement, la position a été conservée intacte et l'ennemi repoussé. »

C'est la quatrième citation méritée par ce vaillant officier.

M. le lieutenant Albert Chavoix, avocat à la cour d'appel de Bordeaux, est le fils de M. Paul Chavoix, conseiller à la cour.

— Est cité à l'ordre du régiment, du 24 janvier 1918, Marcal Futin, caporal au 144e d'infanterie : « Bon caporal, dévoué et courageux, a pris part à la bataille de l'Aisne 1917. Deux fois blessé : le 1er janvier 1915 à Vendresse, et le 6 mai, à Craonnelle. ».

— Troisième citation à l'ordre de la division, Stéphan Duga, médecin auxiliaire au 214e d'infanterie : « Au cours de deux journées très dures, s'est prodigué avec le plus grand dévouement, allant soigner sur la ligne de feu les blessés d'une compagnie dont toutes les communications avec l'arrière avaient été bouleversées par un très violent bombardement. »

Postes et Télégraphes

Avis aux réfugiés et rapatriés

Les personnes évacuées ou rapatriées des régions envahies sont invitées à faire connaître leur ancienne et leur nouvelle adresse au service des postes, afin de permettre la réexpédition de leurs correspondances.

Les demandes de réexpédition devront être adressées sans être affranchies :

1° Pour le Pas-de-Calais, au receveur des postes de **Boulogne-sur-Mer;**

2° Pour la Somme, au receveur des postes d'Amiens à **Rouen;**

3° Pour Lille, Roubaix, Tourcoing, Douai, Cambrai et Valenciennes, au receveur des postes de **Paris 121;**

4° Pour les autres localités du département du Nord, au receveur des postes de **Paris X.**

Un triste personnage

Les agents des mœurs Barbaud et Pédemay surveillaient, depuis quelque temps, les agissements d'un individu qui accompagnait sa maîtresse sur la voie publique et la protégeait en la prévenant de l'arrivée des agents.

Mardi, ils appréhendèrent l'homme et le conduisirent avec sa maîtresse, Elisa G..., dix-neuf ans, devant M. Farfals, chef de la Sûreté. Le magistrat, après interrogatoire, a procédé à l'arrestation de André C..., dix-huit ans, se disant navigateur, et demeurant en garni, avec Elisa G..., rue Lacornée.

C... a reconnu qu'il vivait, depuis trois mois, des subsides de sa maîtresse, et qu'il la frappait pour se faire remettre l'argent.

Présenté au petit parquet, cet individu, inculpé de vagabondage spécial, a été mis à l'instruction.

Collision entre camion-automobile et tramway

Dégâts matériels

Mardi matin, vers 7 heures 30, en face des docks Sursol, une collision s'est produite entre un camion-automobile militaire et un tramway.

Le camion, qui filait sur sa gauche, ayant voulu à un moment donné couper devant le tramway allant également sur Lormont, a accroché et démoli les barres d'appui avant de la voiture électrique.

Tout se borne à des dégâts matériels.

JOVE, de Paris,

ouvre aujourd'hui, 40, cours de Verdun, un dépôt de ses délicieux modèles Robes, Manteaux, Tailleur, Modes, Lingerie.

PETITE CHRONIQUE

Toujours les bicyclettes. — Enregistrons, une fois de plus, les vols de bécanes : la première a été soustraite, lundi, dans les magasins de la maison Lacaze et Ducreu, 40, place Gambetta, au préjudice d'un employé; la seconde a disparu, mardi après-midi, vers trois heures. Elle avait été déposée dans un couloir de l'hôtel des postes, rue Judaïque, par son propriétaire, le facteur télégraphiste M. Pierre Fillatreau.

La cambriole. — Le manœuvre Jésus Campos, qui habite 6, cité Lafon, avait placé dans une pièce de son appartement une malle fermée à clé renfermant ses économies, une somme de mille francs en billets de banque. Pendant la nuit de lundi à mardi, la femme du manœuvre fut réveillée par un bruit insolite. Réveillé à son tour, le mari se leva juste à temps pour voir un individu qui, ayant sauté par une fenêtre, s'enfuyait par le jardin, emportant les billets de banque.

Ecroués. — Quatre individus rencontrant, mardi soir, vers dix heures, Mmes Marie Giraud et Jeanne Dies, journalières, qui passaient avenue Thiers, les abordèrent et tentèrent de les dévaliser. A leurs appels, des agents accoururent et s'emparèrent des malfaiteurs, qui furent conduits à la permanence et écroués.

De passage à Bordeaux

Mercredi matin, M. Brindon, chef de la mission militaire à Madrid, venant de Paris, est arrivé à Bordeaux-Saint-Jean par l'express de sept heures. Il en est reparti, à 7 h. 27, pour Hendaye.

CHRONIQUE DU PALAIS

Cour d'Assises de la Gironde

Présidence de M. le conseiller MERIC

A l'audience de l'après-midi, comparaît une jeune femme de 20 ans, Marie-Thérèse Baquey, journalière, demeurant à Saint-Médard-en-Jalles, accusée d'infanticide et de suppression d'enfant.

Dans la nuit du 9 au 10 février 1918, l'accusée, qui demeurait chez une de ses cousines, accoucha clandestinement, dans un jardin, d'un enfant vivant du sexe féminin, qu'elle jeta aussitôt par-dessus la clôture. Après sa délivrance, elle alla tranquillement se coucher.

Le cadavre ayant été découvert quelques jours plus tard, Marie Baquey confessa sa culpabilité et alla se constituer prisonnière.

Les renseignements recueillis sur le compte de l'accusée la représentent comme simple d'esprit et de mœurs légères; elle a quitté sa famille à l'âge de 14 ans.

C'est sans émotion que Marie Baquey fait, devant le jury, l'aveu de son crime; elle paraît vraiment inconsciente.

Les témoins entendus, M. l'avocat général Baraduc requiert une condamnation modérée. Me Vogée-Davasse adresse un émouvant appel à la pitié du jury.

Sur verdict négatif, Marie-Thérèse Baquey est acquittée.

L'affaire du quai de Paludate

Le 12 septembre 1917, la femme Contaut, née Marie Chablez, lasse des mauvais traitements que lui infligeait son mari, Jean-Eugène Contaut, tonnelier, quarante-deux ans, abandonnait le domicile conjugal et allait habiter avec ses deux enfants au n° 100 du quai de Paludate, à Bordeaux.

Le 19 septembre, vers six heures et demie du matin, son mari se présentait à son nouveau domicile et lui demandait de reprendre la vie commune. Sur son refus, Contaut frappa sa femme au visage, puis s'éloigna.

Il revint à onze heures; sa femme, qui l'avait vu arriver, avait verrouillé sa porte. Contaut la supplia d'ouvrir, et sa femme finit par le recevoir.

A peine entré dans l'appartement, Contaut se précipita sur sa femme qu'il entraîna dans la cuisine et essaya de jeter par la fenêtre en s'écriant : « Maintenant tu vas mourir ! »

Sa victime s'étant dégagée de son étreinte, Contaut tira un revolver de sa poche et fit feu à bout portant. La balle atteignit au-dessous du sein droit Mme Contaut, qui s'enfuit par une galerie latérale. Elle y fut rejointe par son mari qui, après une courte lutte, déchargea une seconde fois son arme sur elle, et l'atteignit à l'omoplate.

Mme Contaut a dû rester vingt-quatre jours en traitement à l'hôpital : une seule des balles a pu être extraite.

Arrêté, Contaut prétendit — et il le répète devant les jurés mercredi matin — qu'il a voulu tuer sa femme à cause de son inconduite.

Celle-ci proteste contre cette accusation et fait un long récit du martyre que lui a infligé son mari.

L'affaire aurait pu être jugée par le tribunal correctionnel. C'est Contaut qui souleva l'incompétence de cette juridiction, demandant à être jugé par le jury pour tentative de meurtre.

Les témoins entendus, M. l'avocat général Bruneau demande au jury de rendre un verdict qui permette à la cour de prononcer une condamnation modérée.

Me Odin plaide l'acquittement de son client.

Sur verdict affirmatif, mitigé par l'admission des circonstances atténuantes, Contaut est condamné à **cinq ans de réclusion.**

CONSEIL DE GUERRE (18e Région)

Présidence de M. le colonel BONNEFOY

Dans sa séance de mardi, le conseil de guerre de Bordeaux a condamné :

A **cinq ans de prison,** le soldat Jean-Emmanuel Menou, du 3e régiment d'infanterie coloniale, coupable d'abandon de son poste sur un territoire en état de guerre, bris de clôture, dissipation d'effets appartenant à l'Etat.

— A **cinq ans de travaux publics,** Michel Baba, soldat du 5e étrangers, détaché au 123e d'infanterie, pour voies de fait et outrages par paroles envers un supérieur à l'occasion du service; voies de fait envers un citoyen chargé d'un service public, dans l'exercice de ses fonctions; vol et bris de clôture.

— A **trois mois de prison,** Jean-Marie Dupuy, de la 24e section de C. O. A., prévenu de vol.

Ministère public : M. le lieutenant Gozzi, substitut du commissaire du gouvernement.

Théâtres et Concerts

Théâtre-Français

WERTHER

Nous avions eu déjà la très vive satisfaction d'entendre dans la même soirée Mlle Suzanne Brohly et M. Edmond Clément interpréter les rôles de Charlotte et de Werther, de l'opéra de Massenet. C'est avec un nouveau plaisir que nous avons revu, mardi soir, les deux éminents artistes dans le même ouvrage. Mlle Brohly, d'une émotion si chaste et si discrète aux deux premiers actes, émotion qui demande son effet à la pureté et au charme de la voix, par la suite a des accents profondément dramatiques pour traduire la lutte de la femme contre la passion qui l'attire impérieusement vers l'amant qu'elle voudrait fuir.

Quant à M. Clément, il est un des chanteurs qui mettent le mieux en relief le rôle de Werther dans toutes ses nuances. Il y fait preuve d'une sensibilité exquise, d'un talent scénique qu'on ne saurait désirer plus captivant.

L'interprétation des deux rôles par de si parfaits artistes a été d'une beauté souveraine. Mais s'il est superflu de rappeler le triomphe que leur fait le public dans les principales scènes et surtout à la scène de la lettre et au duo qui vient après, il convient de signaler spécialement la façon admirable avec laquelle a été interprété le duo du clair de lune au premier acte. Il y eut là un moment où le public fut sous l'impression de l'art le plus noble et le plus pur.

L'interprétation de l'œuvre de Massenet a d'ailleurs été excellente dans son ensemble, avec Mme Lucy Raymond, MM. Bédué, Ricard, Flory et Lambrette.

Pour terminer le spectacle, ler acte de « Coppélia », le ballet de Léo Delibes. Mme Pierozzi a été fort applaudie dans ses évolutions aux pas savants, dans ses danses riches de souplesse et de grâce. Beau succès également pour Mmes Neurtha, May et Mimart, succès dont leurs compagnes du corps de ballet ont eu une juste part.

C. P.

VENDREDI, au Théâtre-Français, GALA

Edmond CLEMENT

Dans CARMEN avec

Suzanne BROHLY

Samedi *FAUST*, par la Troupe de Grand Opéra

Dimanche mat., WERTHER, Clément, Mme Croiza

Dimanche soir, SIGURD, Cazenave, L. PANIS.

Trianon-Théâtre

Il devient superflu de faire de la publicité sur « SACRÉ LÉONCE ! », qui fait régulièrement salle comble. Ce vaudeville sera donné jusqu'à jeudi soir inclus, avec une matinée ce jour-là. — Vendredi, gala extraordinaire : « LA RAFALE », la plus célèbre pièce de M. Henry Bernstein. Troupe incomparable avec **Demanne et Jane Lobis.** Débuts sensationnels de **M. Jean Corty.** — Location rue Franklin. — Bientôt, le vrai **LEVESQUE-COCANTIN,** en chair et en os; puis une **revue merveilleuse.**

Scala-Théâtre

« C'est roulant ! » — Vendredi prochain, 60e de la revue. A cette occasion, scène nouvelle : « La Batterie n. 100», qui déchaînera le fou rire. Interprétation d'élite. Mise en scène de grand luxe. Le succès de la saison.

Le sergent Giguet à Bordeaux

Le lundi 22 avril, à 3 heures, à la salle Franklin, le sergent Giguet fera une conférence sur la ligue anti-allemande « Patria », dont le but éminemment patriotique est :

1° de protéger l'industrie et le commerce français, en France et à l'étranger, contre la concurrence de l'Allemagne.

2° de contribuer à la défense de la main-d'œuvre française en luttant contre l'emploi de la main-d'œuvre allemande et des produits germaniques.

3° de renseigner ses membres sur les moyens de discerner les maisons et les produits français.

Cette conférence sera suivie d'une partie concert, où le public bordelais aura une fois de plus le plaisir d'applaudir le beau talent de Mme Lucas, du théâtre de la Monnaie, de Bruxelles, et où le sergent Giguet dira quelques-unes de ses plus émotionnantes poésies, entr'autres « Captif », qu'il n'a pas encore dit à Bordeaux, et où les plaintes de nos prisonniers se mêlent à une partie musicale des plus belles.

Prix des places, 3 fr.; location, 0 fr. 50, à la maison Bermond. Dépôts de cartes chez les marchands de musique.

Messe en Musique

Dimanche 21 avril, en l'église Sainte-Eulalie, à onze heures un quart, messe en musique, avec le gracieux concours de M. Pierre Pardivin, violoniste, premier prix du Conservatoire, et de M. Georges Bonnet, organiste de la paroisse.

Ambulance militaire des employés de commerce

Dimanche 21 avril 1918, à 11 heures un quart, à l'église Saint-Eloi, messe en musique avec le gracieux concours de : Mlle A. Duloit, du Capitole de Toulouse; Mme Guérin-Séris, professeur de violoncelle; MM. Sellier, du Conservatoire de Bordeaux; E. Thibaux, professeur de violon; R. Duprat, organiste.

Une quête sera faite au profit des blessés soignés à l'ambulance militaire des employés de commerce.

SPECTACLES

MERCREDI 17 AVRIL

APOLLO. — 8 h. 30 : « Ohé ! la Belle ! ». Jean Fleur.

TRIANON. — 8 h. 30 : « Sacré Léonce ! » vaudeville.

SCALA. — 8 h. 30 : « C'est roulant ! »

ALHAMBRA. — 8 h. 30 : Cinéma : « L'Attentat de la Maison-Rouge », Skating.

CINEMAS

Saint-Projet-Cinéma

Jeudi, matinées pour les familles, avec la pathétique et amusante comédie : « FRANCINE ET COLETTE », accompagnée de films comiques et documentaires.

Cinéma Etoile-Palace

Mercredi et jeudi, Rio Jim dans « LE SHERIFF ». — Vendredi, « LA FUGITIVE ».

CINÉ-THEATRE GIRONDIN — JEUDI matinée et soirée

La Zone de la Mort; Judex, 11e épde. Intermède.

Les Sports à Bordeaux

FOOTBALL RUGBY

Coupe de l'Espérance

A BORDEAUX

Les dimanches se suivent et ne se ressemblent pas.

Après la merveilleuse exhibition des Dacquois au Bouscat, le 7 avril, où nous assistâmes à une démonstration de vrai rugby, net, élégant et effectif, quel changement, le 14 !...

C'était, cette fois, une rencontre de championnat ; l'enjeu était sérieux et il s'agissait, pour chacun des compétiteurs, d'être ou de ne pas être... dans la finale du championnat de France. Aussi, rien d'étonnant à ce que le match fût serré, heurté, peu captivant. Mais on pouvait pourtant espérer mieux que ces continuels cafouillages, — nous maintenons le terme, — ces maladresses énormes, ces fautes que des apprentis auraient rougi de commettre.

Croyez-vous que la tâche de l'arbitre, dans un tel chaos, était une sinécure ? Et pourtant, le public ne lui a pas pardonné ses erreurs, d'aucuns allant jusqu'à le taxer de partialité à partir du moment où le Racing a pris la tête au score. M. Girardières tient à s'expliquer, et on lira son opinion dans « Sports ». Qu'il nous soit permis de déclarer que si le referee a pu se tromper, il est injuste de le considérer comme voulues ses erreurs, ses hésitations; l'attitude du public dans à son sujet a été profondément regrettable.

Le Racing a gagné.. Le Stade aurait pu gagner, tout aussi bien que lui.

Comme nous l'avions laissé prévoir à la veille du match, le terrain lourd et le ballon glissant n'étaient pas pour favoriser le Racing, dont la force principale devait résider dans ses divisions d'attaque.

Tout au contraire, les chances du Stade résidaient dans son « huit », au travail duquel le vétéran Lafitte avait apporté tous ses soins.

Les deux teams se présentèrent amputés de quelques-uns de leurs meilleurs éléments. Le Stade : Franck Hall, Filippi et Monier n'avaient pu venir tenir leur poste; au Racing, on avait déplacé une équipe également mixte, dans laquelle durent même prendre place deux anciennes gloires : le Périgourdin Magnanou et l'Américain Allan H. Mühr — qui n'avait pas endossé le maillot depuis onze ans.

L'absence des Bordelais nuisit à la cohésion des blancs; celle de quelques Racingmen se fit également sentir.

La mêlée parisienne — qui ne joua qu'à sept hommes jusqu'à l'arrivée d'un autre remplaçant, Blum, un peu après le début de la deuxième mi-temps — contrôla le plus souvent le ballon, mais jamais le ball ne parvenait à s'évader nettement, et le demi ne pouvait se permettre la moindre action personnelle, se bornant à expédier l'ustensile — souvent un peu bas — à son compère. Celui-ci laissa le plus souvent à ses centres le soin de faire les ouvertures. Thierry et Ströhl — un peu affolé cependant — s'en tirèrent fort bien du reste, mais leurs efforts ne furent que rarement couronnés de succès. On s'obstinait à tenter de servir un André dans un de ses plus beaux jours... de maladresse. L'« autobus » ne put jamais partir, et on n'eut le spectacle de ses foulées qu'après ses coups de pieds à suivre qui, régulièrement, envoyaient le ballon dans les bras de Foussard — passé arrière à la suite d'un surplaquage dont Caujolle fut victime — et qui sortit une partie remarquable, montrant le meilleur homme sur le terrain.

Il n'y eut, en somme, aucun jeu d'équipe au Racing. Boyau, Fellonneau et Piedallu, très marqués, ne purent collaborer comme à l'ordinaire à l'attaque, et les ouvertures habituelles de la fameuse triplette Boyau-Fellonneau-de Beyssac, ne virent jamais le jour; l'absence de ce dernier fut un rude handicap pour les bleu et blanc.

Il est incontestable que le seul jeu d'équipe a été fourni par le Stade, qui fit assaut de courage et de souffle. Mais il n'en reste pas moins que le manque de méthode — ou, peut-être de confiance — a fait manquer aux Bordelais une superbe occasion de gagner.

Les départs aux pieds des avants stadistes — dont quelques-uns sur mêlée tournée, arrêtés on ne sait pas encore exactement pourquoi — auraient dû conclure, la défense adverse ne mettant pas énormément de bonne volonté à arrêter correctement ces départs, à l'exception toutefois de Mühr, qui mérite de ce fait toutes les félicitations.

Les rares attaques par les trois-quarts auraient pu également aboutir si Foussard n'avait pas été obligé de céder sa place à Caujolle — qui réussit, du reste, quelques arrêts et quelques coups de botte... à la Caujolle. Candau a peut-être, par un manque de métier par trop visible, coûté la victoire à son club; par un coup de pied malheureux, expédiant l'ustensile en ballon mort, il a raté une superbe occasion d'égaliser tout au moins — un joueur de classe aurait plongé, à sa place, et qui sait... ?

Les Bordelais ont eu l'honneur d'inaugurer le score par un essai, personnel, mais tout à fait admirable d'à propos, de Thomas, qui, sur une mêlée tout près des buts racingmen — à la suite d'un essai de Candau sauvé « in extremis » — se saisit du ballon et plongea littéralement sur la ligne adverse.

Ce n'est qu'à la deuxième mi-temps que les Racingmen parvinrent à égaliser. Sur une faute de Ströhl — que d'aucuns ont prétendu hors-jeu — une mêlée est ordonnée. Il s'ensuit une attaque des bleu et blanc; puis, sur une mêlée ouverte, Boyau réussit une ouverture, le ball arrive à Ströhl, qui passe au bon moment à Thierry; celui-ci n'a aucune peine à aller marquer au centre, les trois-quarts stadistes s'étant repliés sur l'aile opposée, où ils craignaient l'attaque.

Boyau tente le but; il place son ballon et — paraît-il — le touche à terre, il n'aurait donc pas eu le droit de tenter le but; l'arbitre lui laisse cependant la balle et réussit un superbe but — que le referee n'accorde pas (?)

Le deuxième essai du Racing est encore marqué par Thierry. Sur un dribbling terminé par un long coup de pied qui envoie le ballon dans les buts bordelais, le centre parisien suit, brûle tout le monde en vitesse et s'affale sur le ball.

Un autre essai de Ströhl, sur une passe fantastique d'André, à l'aile opposée, avait été arrêté — en première mi-temps — par le sifflet de l'arbitre, qui avait cru voir un en-avant — ce qui est au reste bien possible.

La fin du match fut, il ne faut pas le nier, à l'avantage des Bordelais, mais on ne sut pas toujours profiter des circonstances. Et, répétons-le, le Stade a raté — peut-être par manque de confiance — l'occasion de disputer la finale et... de la gagner.

Qu'adviendra-t-il le 28 avril ? Grenoble a-t-il une équipe digne du titre ? nous l'ignorons. Mais si le Racing enlève le trophée en ne jouant pas mieux que dimanche, on nous permettra de regretter que les Dacquois n'aient pas pu disputer la finale...

Le Racing